

Sommaire

- 2 Le Mot du Secrétaire Général.
- 2 3 questions à... Jean-Richard Sulzer
- 3 Libres Propos... Demeure! par Tarick Dali
- 4 Actualités Fédérations : Paris s'affiche, et des infos du 06, 59 et 19

Suivez-nous sur Twitter

Une sélection de comptes Twitter auxquels s'abonner pour suivre l'actualité politique et médiatique du CNIP et de ses cadres :

- ▶ **Le CNIP:** @CNIP_FR
- ▶ **Le président**
Bruno North: @BrunoNorthCNIP
- ▶ **Le délégué général aux études**
Jean-Paul Tisserand: @JP_Tisserand
- ▶ **Le vice-président**
Thierry Gourlot: @TGourlot
- ▶ **ou encore**
Gilles-William Goldnadel: @GWGoldnadel
- ▶ **Clément Galante:** @Galanteclement



LES CENT-JOURS.....

Par **Bruno North**,

Président du Centre National des Indépendants et Paysans.

Le Président de La République a souhaité, dans sa dernière intervention télévisée, utiliser à son profit, l'expression historique de « Cent-jours » pour agir « au service de la France », dressant sa nouvelle feuille de route autour de trois chantiers prioritaires (travail, justice et ordre républicain, progrès).

Espérons pour l'avenir de notre Pays, que ces « Cents-jours » ne mènent pas tout droit à « Waterloo, morne plaine »...

Au plus bas dans les sondages — 72 % des Français ont désormais une mauvaise opinion de lui -, il veut faire croire aux Français qu'il est près d'eux en renouant aujourd'hui avec les vieilles ficelles qui lui ont permis de surmonter la crise des Gilets jaunes — visites de proximité au cœur du pays profond, grands ou petits débats, conventions citoyennes, interventions thématiques et, par-dessus tout, la politique du chèque facile et de l'argent magique. Quoi qu'il en coûte, l'achat des Français à la découpe tient lieu pour lui de projet politique...

"Les prévisions sont difficiles, surtout quand elles concernent l'avenir" disait l'humoriste Pierre Dac. Nous ne nous y hasarderons donc pas. Mais une chose est sûre : la crise politique, sinon de régime, que traverse la France, ne trouvera sa résolution que dans un renouvellement politique et éthique complet de sa gouvernance.

Ce que ne perçoivent ni Macron ni ses conseillers officiels, ses visiteurs du soir et ses bureaux d'études — ou plutôt ce qu'ils se refusent à croire — c'est le rejet populaire absolu, toute condition sociale, tranche d'âge et appartenance régionale, de l'actuel locataire de l'Élysée.

Minée par la dette et les déficits ; affaiblie économiquement par sa désindustrialisation et la pression fiscale comme bureaucratique qui sape la compétitivité de ses entreprises ; socialement disloquée ; menacée dans sa paix civile par la montée de l'insécurité et le séparatisme des cités ; anémiée par l'érosion des principes et des valeurs sur lesquelles fut fondée sa civilisation ; discréditée sur le plan international au point que sa voix ne compte plus dans le concert des nations, qu'elle s'avère incapable d'agir selon sa vocation à l'intercession dans le conflit russo-ukrainien qui ébranle l'Europe, et que plus aucun chef d'État étranger n'ose plus venir en voyage officiel, la France approche d'une de ces échéances comme il y en eut souvent dans sa longue histoire, où se jouera son sort. Certes des solutions existent de par la Constitution : dissolution de l'Assemblée Nationale, changement de Premier Ministre - mais avec qui et pour quelle politique ? - référendum... pour donner au peuple la responsabilité ultime de trancher en cas de grande affaire nationale ou internationale bien sûr, mais surtout, pour que le Chef de l'État puisse vérifier, chaque fois que nécessaire, s'il bénéficie toujours du soutien de la Nation.

Mais n'est pas le Général de Gaulle qui veut ! Emmanuel Macron, n'a su, en six années de mandat présidentiel, s'élever au niveau de sa fonction.

Alors, les facteurs de l'alternative sont clairs : ce sera ou le chaos dont profitera l'extrême gauche et elle seule, ou la reconstruction avec et par notre camp dans toute l'acceptation du terme.

Ce jour-là, ce jour venant à grands pas, la droite libérale et conservatrice que nous incarnons aura un rôle immense à jouer.

Parce qu'elle est la droite, ce qui correspond aux aspirations majoritaires de l'électorat.

Parce que, tout en étant sociale, elle est libérale, ce qui est la seule voie possible dans une économie moderne mondialisée.

Parce qu'elle est conservatrice, au sens lampéduzien du terme — c'est-à-dire faire que tout change pour que tout redevienne comme avant — ce qui répond au souhait profond de nos compatriotes.

Préférons donc l'avenir prometteur du « Soleil d'Austerlitz » aux incertitudes des « Cent-jours » !

Bruno North, *Président du CNIP*

Le mot du SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Sommes-nous donc encore dans une démocratie parlementaire ? Ou bien sommes-nous donc retombés dans les affres de la politique politicienne de la Quatrième République ?

Oui à en croire les réactions à la décision du Conseil Constitutionnel de censurer partiellement la loi sur la réforme des retraites ! L'extrême gauche avec en tête la NUPES, voudrait faire croire aux Français, que le seul salut viendra de la rue et non plus de nos assemblées parlementaires ! Cela est un véritable déni de la démocratie de leur part ! Ce n'est pas en accueillant le Président de la République et les membres du gouvernement par des concerts de casseroles lors de leurs déplacements, à les empêcher de circuler ou de remplir leurs fonctions que la démocratie sera respectée...

Mais où étaient-ils donc tous ces électeurs qui ne se sont même pas déplacés tant à l'élection présidentielle qu'aux élections législatives ? S'ils avaient rempli leur devoir électoral, nous n'en serions pas là. La véritable démocratie, c'est le verdict des urnes, n'en déplaise à ce magma islamo-gauchiste qui ne rêve que de ne mettre à mal nos institutions.

Le CNIP ne rentrera jamais dans ce piège et fidèle à ses valeurs, il est de nouveau sur le terrain pour affirmer sa différence et rappeler aux électeurs de la Droite qu'il est toujours vivace à travers des opérations de collage et de tractage, tant dans nos provinces qu'à Paris.

De nouvelles affiches et de nouveaux tracts sont en préparation ; alors vous aussi, auprès de vos responsables départementaux, participez à ces opérations de terrain : l'accueil de nos compatriotes est, au dire de nos militants, chaleureux.

Remémorez-vous également que cette lettre est surtout la vôtre, alors envoyez-nous des photos de vos réunions, de vos actions sur le terrain, accompagnées d'un texte les présentant et les commentant !

Oui, le CNIP est de retour dans la vie politique française !

Jean-Thierry GUILLERÉ-DELANGRE

3 questions à Jean-Richard Sulzer

Membre du bureau politique, Délégué départemental du Doubs



Jean-Richard Sulzer qui êtes-vous ?

Je suis né à Besançon d'une famille de commerçants. A la sortie du bac, j'ai suivi un cursus classique : École Sainte Geneviève, HEC, IEP, agrégation des facultés de droit et des sciences éco. Ma carrière universitaire s'est déroulée à

Paris Dauphine comme prof de fac puis doyen.

L'indépendance professionnelle m'a permis de m'engager au centre droit comme membre des cabinets d'Edgar Faure, de Jean Pierre Soisson, de Gilbert Collard ou comme conseiller de Raymond Barre.

Toutes ces activités m'ont quand même laissé le temps de faire deux filles, quatre livres et de nombreux articles dans le Quotidien de Paris. Pour faire bonne mesure, ajoutons en vrac huit mandats de conseiller municipal, communautaire, régional, économique et social.

Pourquoi avoir rejoint le CNIP ?

Pour moi, le CNIP, c'est le retour aux sources : un parti de notables de droite qui n'ont pas digéré les accords d'Evian, ni la politique arabe de la France. D'ailleurs, j'ai

pris ma première carte chez Jacques Duhamel : j'y ai trouvé beaucoup de CNIP qui avait claqué la porte de la majorité en 1962 - 1967, mais qui revenaient au bercail pour conjurer le danger socialo-communiste. Beaucoup espéraient que Jean-Marie Le Pen nous rejoindrait, afin de retrouver un mandat parlementaire puis une carrière ministérielle. Pour ma part, j'ai toujours admiré cet homme d'État, qui a sacrifié une partie de sa carrière pour la défense des intérêts nationaux.

Comment abordez-vous vos fonctions au sein du Bureau Politique ?

Je pense être de bon conseil au sein de nos instances nationales. Il me semble également urgent de former nos futurs candidats aux élections locales, car il ne suffit pas de s'autoproclamer «enraciné» pour être crédible. Pour ma part, je ne souhaite aucunement être tête de liste ; j'ai quitté mon mandat d'adjoint aux finances d'Henin-Beaumont dès que la situation budgétaire a été rétablie. En revanche, à Besançon, je prêterai main forte à une équipe de droite qui dégagerait la municipalité écolo: une ville qui élit deux députés de droite et qui traîne une gauche municipale depuis soixante-dix ans, c'est du gâchis.

Interview réalisé par Arnaud Stephan

Demeure !

Demeure !



A l'unisson, depuis des semaines, les médias répètent en boucle que l'éventuel échec de la réforme des retraites sonnerait le glas du quinquennat et qu'il resterait quatre ans durant lesquels le président et le gouvernement ne pourraient rien faire. C'est dire à quel point la classe politico-médiatique a intégré qu'un gouvernement devait se laisser aller à l'agitation permanente. La réforme pour la réforme. Tous ces braves gens feraient bien de relire l'excellent «Demeure» que François-Xavier Bellamy a publié en 2018. Ils pourraient déjà se contenter de ces deux phrases prononcées mi-avril par un éditorialiste du Figaro : « **Le mal français n'est pas l'absence de réforme, il est que ce qui existe ne marche pas. Impôts partout, service nulle part !** »

Tout est dit.

On ne pouvait certes pas espérer une once de modestie de la part de Macron et de son équipe.

Mais on ne s'attendait pas non plus à ce que Mme Borne vienne claironner, immédiatement après avoir échappé de justesse à une motion de censure, qu'elle continuerait comme si de rien n'était, comme si elle disposait d'une large majorité parlementaire. Quant à Macron, ses treize minutes d'allocution parfaitement creuses du 17 avril, se sont soldées par l'annonce de gagner cent jours pour recommencer son agitation permanente autour de sujets qui, non seulement, n'intéressent pas les Français, mais portent préjudice à la nation. Les enfants ne savent plus ni lire ni compter, le ministre de l'Éducation veut aligner l'enseignement privé sur le désastre du public; la France est submergée par l'immigration.



Darmanin ne renonce pas à nous enfumer avec un prétendu texte sur l'immigration dont la pierre angulaire est de régulariser des clandestins pour des raisons de prétendue pénurie de main d'œuvre; la France est le pire enfer fiscal du monde où les impôts rentrent à quasiment 100%, le ministre des Finances nous enfume avec la fraude fiscale ; last but not least, le Conseil Constitutionnel a avalisé une réforme des retraites insérée dans un projet de loi de finances rectificative de la sécurité sociale mais celle-ci ne s'est absolument pas penchée sur les dix millions de fausses cartes vitales dont profitent, entre autres, des Algériens âgés de 130 ans.



Cette liste n'est, hélas, pas exhaustive mais le gouvernement pourrait tout à fait s'y atteler sans poursuivre son inflation législative. On peut appeler ça expédier les affaires courantes, ce n'est peut-être pas prestigieux mais n'est-ce pas, justement, ce dont a besoin notre pays ? Jusqu'à présent, s'appuyant sur une majorité parlementaire à sa botte, l'exécutif pouvait imposer toutes les lubies suggérées par les lobbies qui l'ont fait élire. Du mariage pour tous à la PMA, en passant par l'assassinat de la filière nucléaire, le sabotage de l'industrie automobile, la départementalisation désastreuse de Mayotte, les oukases qui ruinent et contraignent les Français au nom de l'écologie dans le pays le plus propre du monde, aucune de ces décisions n'a jamais répondu à la moindre demande du peuple.

L'absence de majorité parlementaire pourrait ouvrir la porte à une vaste entreprise de stabilisation de la société en faisant appliquer les lois qui existent plutôt que d'en inventer de nouvelles. Entre autres et au hasard, appliquer les OQTF ; apprendre à lire aux élèves du primaire ; remettre les enseignants dans les salles de classe plutôt que dans des heures de délégation stériles et les fonctionnaires municipaux à leur poste ; dissoudre les agences régionales de santé qui sabotent le travail des soignants ; donner les ordres adéquats aux forces de police pour mettre les racailles hors d'état de nuire, etc...

Ça s'appelle gouverner au jour le jour. La France a besoin de cela, pas d'agitation ni d'inflation législative. De Georges Pompidou, on a retenu son « arrêtez d'emmerder les Français, laissez-les vivre, il y a trop de lois dans ce pays, on en crève... ». Montesquieu avait aussi déclaré que « les lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires ». Au XVIIIe siècle, il y avait sûrement des lois inutiles. Aujourd'hui, il y en a surtout beaucoup trop de nuisibles.

Tarick Dali



Paris s'affiche !

La Fédération de Paris continue le travail militant et a une nouvelle fois, mené une importante campagne de collage dans la Capitale.
Contact : fedeparis@cnip.fr



Les Alpes Maritimes en AG.

La fédération du 06 tiendra son bureau, **samedi 29 avril** prochain, sur la marina de Villeneuve-Loubet.
Contact : fede06@cnip.fr



Le Nord sur sa lancée

La très active fédération du Nord a organisé une belle action militante à Dunkerque et sa périphérie. Une ville dont le Maire, **Claude Pourvoyeur**, fut CNIP de 1966 à 1989. - Contact : fede59@cnip.fr



La Corrèze reprend force et vigueur.

Nouvelle délégation départementale sous la houlette de Jérôme Bournazel.
Contact : fede19@cnip.fr



Réunions publiques, sessions formations des cadres, dîners fédéraux, manifestations... l'actualité des fédérations, des délégations et sections locales, c'est ici !

Faites-nous parvenir vos actualités sur evenements@cnip.fr

Adhérez au CNIP

**pour soutenir vos idées,
prendre
des responsabilités
et participer
aux décisions du parti.**

Le CNIP, la maison commune
de la Droite depuis 70 ans



CNIP
47 boulevard de Courcelles
75008 PARIS - www.cnip.fr

